



ÉCONOMIE DU DÉVELOPPEMENT

La Méditerranée, concentré des fractures planétaires

CHRONIQUE
JEAN-MICHEL SEVERINO

IDENTITES, migrations, inégalités, environnement : l'espace euroméditerranéen, « rendez-vous des civilisations » depuis plusieurs millénaires, concentre les grandes fractures planétaires. Alors que moins de 15 kilomètres séparent l'Europe de l'Afrique au détroit de Gibraltar, la mer Méditerranée marque le plus grand différentiel de niveaux de vie au monde entre deux régions contiguës, deux fois supérieur à celui entre les Etats-Unis et le Mexique. Une ligne de faille porteuse de graves fragilités sociales, politiques et environnementales.

Le premier enjeu, au sud de la Méditerranée, demeure celui de la croissance économique : trop inégalement répartie et trop pauvre en emplois, elle est insuffisante pour résorber les déséquilibres structurels de la zone. Du fait de l'inertie démographique, l'Afrique du Nord et le Moyen-Orient devront faire face, ces vingt prochaines années, à l'arrivée massive de jeunes, largement diplômés, sur le marché du travail. Or le chômage des jeunes (près de la moitié des demandeurs d'emploi de la région) est porteur de profondes inégalités sociales qui, combinées à des disparités criantes dans la répartition des richesses et l'accès aux services essentiels, produisent les conditions de la fuite en avant idéologique – dont la résurgence de groupuscules djihadistes au Maghreb est l'une des illustrations marquantes. Quatre-vingt-dix millions d'emplois devront être créés en vingt ans si la région veut juguler le fléau du chômage, soit l'équivalent du nombre d'emplois actuel.

Mais le défi est double : le pourtour méditerranéen, densément peuplé, ne survivra pas non plus à une croissance qui aggraverait davantage les pressions sur les ressources naturelles de la région. Les travaux du plan Bleu le montrent, la croissance actuelle est non soutenable, tout comme l'aménagement des territoires et la gestion de l'eau dans de nombreux pays du bassin méditerranéen. La dégradation rapide de l'environnement engendre un coût économique majeur pour ces derniers, de l'ordre de 5 % de son produit intérieur brut (PIB) pour l'Égypte, par exemple. Le stress hydrique s'accroîtra du fait du réchauffement climatique et de l'expansion démographique.

Face à cette Méditerranée des défis, les réformes économiques domestiques sont fondamentales pour créer les conditions d'une accélération de la croissance. Rénover le secteur éducatif, souvent très dégradé et peu performant, sera une difficile mais incontournable étape du redressement des pays de la rive sud. Ensemble, nous pouvons aussi bâtir une « Méditerranée des réseaux » : l'approvisionnement énergétique, les marchés financiers, les télécommunications ou les transports pourraient donner lieu à autant de réseaux structurant l'espace euroméditerranéen. Enfin, les projets de coopération entre acteurs des secteurs public et privé de la région, qui encouragent aujourd'hui déjà le financement des PME (notamment dans les zones qui émergent de conflits) ou aident les entreprises de la rive Sud à répondre aux normes internationales pourraient être renforcés, afin de permettre l'arrimage de ces économies au marché européen. A cet égard, les investisseurs privés européens et français doivent se positionner pour faire face à l'afflux

des capitaux extérieurs, notamment des pays du Golfe.

Car l'ampleur des défis à relever ne doit pas nous faire oublier ce que cette région recèle d'opportunités, en premier lieu sa main-d'œuvre jeune et qualifiée et ses marchés en expansion. Face à l'émergence de redoutables pôles de croissance asiatiques, l'Europe et ses partenaires méditerranéens ne sortiront gagnants de la mondialisation que s'ils parviennent à mettre en valeur leurs complémentarités, renforçant ainsi la compétitivité de cet ensemble dans l'économie mondiale.

Mais si le « croître ensemble » doit constituer le cœur d'une collaboration euro-méditerranéenne renforcée, les peuples riverains devront également relever le défi du « vivre ensemble », apprenant à partager des ressources rares. L'aménagement durable des territoires, l'accès à l'eau potable et à l'assainissement pour les populations urbaines en forte croissance ou la problématique énergétique sont autant de sujets autour desquels les pays méditerranéens ont intérêt à travailler de concert.

Les priorités ne manquent pas pour l'Union de la Méditerranée ; il s'agit aujourd'hui de choisir celles qui sauront fédérer les énergies et construire une convergence économique durable – préalable à tout progrès sur les autres fronts. L'histoire européenne nous l'a montré : le travail en commun autour d'intérêts partagés est la meilleure façon de dépasser les tensions et les clivages politiques qui continuent à peser sur le développement de la zone.

Jean-Michel Severino est directeur général de l'Agence française de développement (jms@afd.fr).